

Paris, le 1 octobre 2026

## Communiqué de presse

### Budget 2027 : un budget pour la France, oui, mais un budget juste !

Il y a deux semaines, le Gouvernement annonçait 54 milliards d'euros d'effort budgétaire. Le projet de loi de finances de l'Etat et de la Sécurité Sociale présenté aujourd'hui en prévoit 43. Demain, sans doute moins encore. **Ce budget se marchande au lieu de se construire.** La France s'était fixé un cap d'environ 30 milliards d'effort par an. **Au-delà, le choc est trop brutal, il casse la croissance économique et avec elle les recettes.**

Ma position n'a pas changé depuis les premières annonces. La France a besoin d'un budget, et le déficit doit baisser. La dépense doit être maîtrisée, à commencer par celle de l'État. Les collectivités prendront leur part. **Le redressement est nécessaire. L'injustice, non.**

**Car ce budget fait d'abord payer ceux qui ont le moins.**

Le Gouvernement promettait de faire contribuer les retraités aisés. Il gèle les pensions dès 1 260 euros par mois. **Depuis quand est-on aisé avec 1 260 euros ?** Un retraité aisé, c'est celui qui ajoute à sa pension des loyers, des dividendes, des revenus du patrimoine. **Que l'on regarde l'ensemble des revenus et pas seulement la pension retraite.**

Il promettait la stabilité fiscale. Il rend imposable une partie des indemnités des malades de longue durée, notamment des personnes atteintes d'un cancer... Il parle d'effort partagé. **Il gèle le salaire de la secrétaire de mairie, les aides au logement, la prime d'activité des travailleurs modestes et les allocations des familles.**

Et pour donner des gages au RN, il rogne encore les droits des étrangers en situation régulière.

Paris, le 1 Octobre 2026

## Communiqué de presse

### Budget 2027 : un budget pour la France, oui, mais un budget juste !

**En parallèle, le gouvernement réduit la participation des plus riches à l'effort nécessaire.** Un parent qui donne 100 000 euros à son enfant paiera trois fois moins d'impôt qu'aujourd'hui. On la présente comme une mesure pour la jeunesse. **Elle profitera uniquement aux enfants des plus fortunés.**

La contribution des très grandes entreprises recule de 2 milliards d'euros. Le crédit d'impôt recherche continue de profiter aux grands groupes, banques comprises. Les avantages fiscaux sur la transmission des patrimoines restent intouchés.

**Aux retraités et aux salariés modestes, on demande un effort. Aux très grandes entreprises ou sur les donations, on accorde une ristourne. Comment un budget difficile pourrait-il être accepté s'il n'est pas juste ?**

**Je ne serai pas dans l'opposition stérile.** Ce budget peut être corrigé, et je porterai à l'Assemblée des propositions pour un effort enfin partagé :

- Maintenir la contribution des très grandes entreprises à son niveau de 2026
- Recentrer le crédit d'impôt recherche
- Recentrer les avantages fiscaux de transmission sur les vraies entreprises, et non sur les patrimoines financiers
- Supprimer le cadeau sur les donations, et mieux taxer les très gros héritages
- Taxer davantage les dividendes et mettre à contribution la grande épargne
- Protéger dans la loi les petites pensions, les bas salaires et les prestations sociales.

**La France a besoin d'un budget. Elle a aussi besoin de redresser ses comptes publics. Nous n'aurons ni l'un, ni l'autre sans justice et partage de l'effort !**